

SOCIO-POLITIQUES

et perspectives d'avenir

(4^e partie)

Il est constaté que, depuis le début de ce siècle et contrairement aux décennies précédentes, les sources de menace sont devenues parallèlement internes-externes. Nous disons, sans équivoque, que la question du chaos constructif n'est plus un projet en cours d'expérimentation chez les stratèges américains et leurs alliés principaux de l'Otan, il est en effet mis en œuvre avec succès en Somalie déchirée par une guerre sans fin, au Congo (Kinshasa) qui n'est pas encore sorti du tourbillon, en Irak qui est noyé dans des conflits ethniques et confessionnels entre les Arabes, les Kurdes, les chiites et les sunnites. Il risque d'être segmenté et il semble déjà hors jeu.

En Egypte, la dissension ne cesse de s'aggraver entre les coptes et les musulmans ainsi

qu'entre les mouvances salafistes djihadistes et non djihadistes, d'un côté et les libéraux, d'un autre, ou entre les laïcs et les courants islamistes modérés. La flamme d'autres mouvances intégristes dévore la Syrie laïque où l'on assiste à un duel occulte qui semble jusqu'à présent souple entre, d'un côté, la Russie et l'Iran, et d'un autre, l'Occident et ses tributaires.

Les insurgés revendiquent ouvertement l'intervention étrangère tandis que le président El Assad préfère mourir que renoncer au pouvoir.

La Tunisie, qui a renversé un régime en affection mutuelle avec l'Occident qui a protégé les dictateurs et les corrompus jusqu'à la dernière minute, risque de se noyer dans le chaos. Cette situation avertit que le peuple va regretter la chute du système déchu. L'état de ces pays ne diffère nullement de ce qui se passe au Bahreïn et au Yémen à l'exception de l'aspect relatif au conflit avec l'Iran.

Dans ces deux pays, le Premier ministre est resté au pouvoir près d'un demi-siècle ou d'un tiers de siècle, sans pour autant subir une quelconque critique ou avertissement. Le Pakistan, ancien allié de l'OTAN, n'est pas épargné de la déstabilisation, de la violation de ses territoires et de l'incursion en ses espaces aériens lors de la guerre contre Al-Qaïda en Afghanistan. Sa puissance nucléaire ne lui a accordé aucun privilège par rapport à son voisin l'Inde.

Par ailleurs, les restes du territoire palestinien sont exposés à la dissolution de l'intérieur en se préoccupant de conflits des factions et à l'instrumentalisation d'une cause juste pour tirer des bénéfices financiers, alors que le peuple palestinien est victime d'homicide, d'incarcération et de déplacement forcé.

Il fait face aux atrocités commises par l'entité sioniste avec patience et résistance au moment où certains de ses leaders attendent le recouvrement des droits usurpés depuis 1948. Le monde et les organisations internationales, à leur tête l'ONU, ne bougent pas d'un poil.

Le monde arabo-musulman, quant à lui, n'a droit qu'à un long silence suivi de quelques bâlements polis en guise de condamnation pour ne pas être accablé de reproches. Il est devenu normal que

les leaders et les citoyens voient le drapeau israélien flotter à quelques mètres du siège de la Ligue arabe et sur la terre de ce qu'est appelé le cœur de l'arabisme, Le Caire de Mu'izz. En effet, il ne reste de l'arabisme, après les défaites de 1948, de 1967 et celle de 1973, que les poèmes élégiaques composés par Mahmoud Darwich et ceux romantiques de Nizar Kabbani.

La question de la sécurité nationale constitue l'intérêt fondamental et permanent de l'Algérie. Elle est, au début de

cette décennie, à la tête de toute autre priorité, et elle demeurera une cause nationale qui doit faire, à l'heure actuelle et à long terme, plus d'unanimité de tout un chacun quelle que soit sa position et quels que soient les partis et les ten-

dances idéologiques et les raisons du conflit entre elles. Car le plan qui vise à redessiner à nouveau la géographie de la région est en plein essor. Il serait naïf de faire confiance aux slogans tout le temps répétés à propos d'un Maghreb arabe, que d'autres préfèrent qualifier de Grand, ou de prêcher le croissant fertile, le Conseil de coopération, le monde arabe ou la coopération islamique, si nous négligeons le plan du nouvel ordre mondial et son projet fondamental qui cible l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient (Mena) ainsi que la distribution ingénieuse des rôles dans ce plan entamé par les stratèges à l'ère de l'ancien président américain Richard Nixon. Ce plan appelé victoire sans guerre (Victory Without War), est qualifié par l'ingénieur de la politique étrangère américaine, Henri Kissinger, de l'effet domino.

La question n'est donc qu'un jeu dont les règles sont définies d'une façon unilatérale, elle ressemble à un spectacle solo (one man show).

L'Otan a bénéficié de l'effondrement de l'Union soviétique et du recul de sa domination dans son premier champ vital, qu'est l'Europe de l'Est. Cette perte se traduit actuellement par l'action-réaction de Moscou qui tente de maintenir les derniers axes de son bouclier défensif, d'où ses réserves sur ce qui s'est passé en Libye, et particulièrement sa position par rapport au conflit en Syrie et dans les pays du «printemps arabe», tels qu'ils sont appelés par les pseudo-professionnels des médias. Cette mouvance est une autre facette du chaos constructif qui ne produira, éventuellement, rien qui pourra véritablement délivrer ces pays de la dictature, de la corruption et de la dépendance aveugle.

Il est de la mystification d'affirmer que ces révoltes emmèneront un «mahdi montadar» (le guide attendu) ou un sauveur, car aucun changement ne peut se produire en dehors de fortes institutions basées sur la confiance des citoyens

sans pour autant abdiquer les intérêts et la souveraineté nationale de l'Etat. Nous ne détaillerons pas davantage la situation de la région arabe que l'intellectuel américain d'origine palestinienne Edward Saïd qualifie d'une balle entre les pieds des joueurs étrangers et tous les buts sont marqués dans son filet. Les risques, qui ont guetté nos frontières depuis 1963 se sont accentués vers la moitié des années 1970 pour ensuite devenir une vraie menace suite à la campagne de l'Otan en Libye ; et là, réapparaît le plan colonial de séparer le Sud du reste de l'Algérie.

En effet, les mécanismes de ce plan, soutenu naïvement durant la guerre de libération par un leadership dépassé par l'histoire (la Djamahiriya d'El Keddafi), ce pays voisin auquel nous sommes renaissants peuvent être rénovés mais les visées de séparation demeurent les mêmes.

Nul n'ignore que la France coloniale a tenté, jusqu'au dernier souffle, de séparer le Sud algérien du reste du territoire sous la forme d'un royaume ou d'un ensemble de faux émirats sous sa protection. Plusieurs preuves affirment la relance de ce plan à partir du Mali, où s'accroît la manipulation de la question des Azawads, l'attisement du conflit entre les Touareg, les Arabes et les Noirs, et le dénigrement d'un Islam qui ampute les mains des coupables et leur inflige des flagellations dans les marchés, alors que ces agissements n'existaient pas auparavant au Mali. Ceux qui pratiquent une telle diffamation de l'Islam sont très probablement des mercenaires sous l'appellation d'Aqmi. C'est la raison pour laquelle les pèlerinages vers le Sud de nombreuses délégations parlementaires ne doivent pas faire de ce dernier une proie pour les prédateurs, à l'image du dicton populaire «*ers edhib*» (la fête du loup).

Le Sud doit plutôt donner l'exemple du vieil homme qui affronte les vagues dans le roman d'Ernest Hemingway, ou refléter l'image véhiculée dans le roman *Le Vent du Sud* du défunt Benhedouga.

Nous devons considérer ce qui se passe au Mali, au Sahel, au Soudan, en Libye exposée elle aussi au démantèlement, et dans la région africaine, qui a

oublié un de ses militants Patrice Lumumba, victime de l'impérialisme qui a fait de lui une leçon pour ceux qui refusent de se soumettre à la tyrannie du bloc occidental, des mises en gardes très dangereuses pour l'unité nationale de notre peuple et territoire. Or, certains politiques faibles de personnalités, fascinés par les dispositifs et agences de la stratégie «diviser pour mieux régner» peuvent profiter de cette situation afin

d'attiser les conflits ethniques entre les Amazighs et les non amazighs sous l'étiquette du régionalisme et du confessionnalisme erroné. Cependant, tous les Algériens : Amazighs, Arabes, Sanhaja, Zénata, Banou Hilal cohabitaient, à travers l'histoire, en parfaite harmonie tout en préservant leurs particularités culturelles. Ils sont musulmans : sunnites et ibadites, unifiés par l'Islam et l'histoire, et ils ne se sont guère divisés par telle ou telle confession. La cohésion entre toutes ces catégories s'est renforcée grâce à l'élément unificateur qu'est la langue arabe, préservée par les Algériens à travers tout le territoire, et ce, sans marginalisation des dialectes locaux parler la langue amazighe.

Elle constitue un accès à la modernisation de notre pays et de toute la région, si elle est prise en charge par l'élite intellectuelle et politique, selon ce que le philosophe algérien Mohamed Arkoun appelle les trois D (en arabe, din, dounia, daoula du philosophe cité), à savoir, la langue de la religion, de l'Etat et de la vie.

Il est tout à fait naturel qu'elle soit et qu'elle demeure notre langue nationale et officielle, loin de toute question ethnique et communautariste, comme elle doit rester à l'abri de toute idéologisation et de leaderships régionalistes et isolationnistes qui sont probablement outrepassés tant par l'histoire que par l'avenir. Néanmoins, nous n'avons aucune intention ni de satisfaire ni d'irriter qui que ce soit.

Ce que le palais marocain a entrepris (l'officialisation de la langue amazighe et de tefinagh pour unique graphie) n'est pas forcément un modèle de démocratie linguistique pour autrui.

Nous avons déjà évoqué ce point dans deux communications, la première à Boumerdès en 2007 autour de l'enseignement de tamazight et son alphabet, et la deuxième à l'université de Mouloud Mammeri en 2012, lors d'un hommage rendu par le recteur de l'université et le laboratoire d'études linguistiques. Nous trouvons de telles tergiversations dans le Congrès mondial amazighe, le Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie et le Gouvernement provisoire kabyle, dans les émeutes qui se produisent parfois entre les Mozabites et les Chaâmbas, et dans les protestations qui s'élèvent au Grand Sud pour revendiquer des droits légitimes dont quelques-unes ne sont que des manipulations. Mais la nature n'a-t-elle pas du vide ? Nous devons rappeler, ici, la question des Touareg, qui ont longtemps fait objet d'évangélisation, d'infiltration et de polarisation par les autorités coloniales.

A cet égard, nous avons consacré, il y a de cela trois ans, une étude socio-historique dans une institution nationale, à la communauté des Touaregs, attachée à son algérianité et fière de sa contribution à la libération de la patrie.

M. L. O. K.
(A suivre)

Le pouvoir d'avant-1962, voire le colonialisme n'avait d'autre souci que de conforter son emprise sur le pays et d'assurer sa sécurité par les agents bény-oui-oui qui causaient de nombreux tracas pour l'Armée et le Front de libération pendant la lutte armée, car une partie d'entre eux à infiltré le mouvement nationaliste.

Il est donc paradoxal que le suivi, le contrôle et la sanction se sont effectués avant la divulgation de l'affaire El Khalifa Bank, uniquement à l'encontre des responsables dans le secteur public sans atteindre le secteur privé, alors qu'à l'intérieur de celui-ci nichent quelques affairistes dont le seul souci est le gain rapide à côté d'une majorité d'hommes et de femmes honnêtes et performants.